



HAL
open science

Internationalisation de la recherche, recherche empêchée : quels enjeux pour les sciences humaines et sociales ? Une réflexion des directeurs et directrices de laboratoires au service de la discussion collective

David Ambrosetti

► To cite this version:

David Ambrosetti. Internationalisation de la recherche, recherche empêchée : quels enjeux pour les sciences humaines et sociales ? Une réflexion des directeurs et directrices de laboratoires au service de la discussion collective : Enjeux de l'internationalisation de la recherche en SHS. 2023, pp.4-5. halshs-04510649

HAL Id: halshs-04510649

<https://shs.hal.science/halshs-04510649>

Submitted on 19 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Internationalisation de la recherche, recherche empêchée : quels enjeux pour les sciences humaines et sociales ?

Une réflexion des directeurs et directrices de laboratoires au service de la discussion collective

Le 1^{er} juin dernier, Marie Gaille, directrice de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, réunissait à Marseille les directeurs et directrices des unités rattachées à l'InSHS. En amont de ces rencontres, elle les avait invités à échanger autour de trois thématiques essentielles pour définir la politique scientifique de l'Institut : la recherche à l'international et l'Europe de la recherche ; l'engagement des chercheurs et la recherche empêchée ; les enjeux sciences/société et l'innovation en sciences humaines et sociales. Deux des groupes ainsi constitués ont accepté de présenter, dans la Lettre de l'InSHS, une synthèse de leurs réflexions.



Enjeux de l'internationalisation de la recherche en SHS

Les savoirs se bâtissent dans un dialogue international constant. L'internationalisation constitue une exigence scientifique de premier plan. Elle soulève également des enjeux politiques et épistémologiques importants. Notons tout d'abord des évolutions favorables. La recherche française valorise désormais les parcours internationalisés. Les candidates et candidats aux métiers de la recherche connaissent aujourd'hui la plus-value d'une expérience postdoctorale à l'étranger, ou encore d'un doctorat en cotutelle. Si l'on remonte quelques vingt années en arrière, cette tendance n'était pas aussi claire.

Dans les rencontres et revues généralistes de référence de nos disciplines, l'appétence pour une connaissance produite « ailleurs » est également claire, permettant l'échange avec des conceptions scientifiques différentes et la validation de nos projections scientifiques. Ici, travailler avec l'international et travailler sur l'international se combinent.

Enfin, l'anglais, *lingua franca* du *management* de la recherche et de ses sources de financement, est désormais confortablement installé dans la vie de nos laboratoires. Une récente étude rappelle toutefois que, dans les sciences dites « exactes », la lutte n'en reste pas moins inégale avec les chercheurs et chercheuses dont l'anglais est la langue maternelle¹.

Ce dernier constat, qui vaut certainement pour les SHS, mérite une grande attention face au risque d'une uniformisation des cultures scientifiques ainsi que d'une accentuation des inégalités, au mépris de la multiplicité des langues et des modèles. Il faut ici distinguer un international « fort » et un international plus fragile et néanmoins primordial. Qui dédie son énergie et son temps à développer des partenariats scientifiques dans des sociétés politiquement instables sait qu'il ou elle s'expose au risque de voir ses efforts voler en éclat. Les risques d'interruption, au moins momentanée, et parfois définitive, de ces relations sont nombreux, redoutables. Pourtant, de tels partenariats ainsi patiemment construits en dépit des aléas constituent une force indéniable pour des institutions scientifiques étrangères riches en talents mais exposées à de nombreux défis. Nos instances chargées de l'évaluation individuelle des carrières scientifiques doivent être constamment sensibilisées à ces enjeux.

La diversité de cet « international » pose également la question d'une division du travail scientifique à *parts égales*². Les élites intellectuelles qui ont connu une histoire coloniale refusent aujourd'hui plus qu'hier de se voir proposer des partenariats les reléguant à un simple rôle de source passive ou d'exécutant. Elles sont particulièrement sensibles aux modalités de co-construction de ces savoirs et aux perspectives de leur appropriation pour le bénéfice de tous.

Le CNRS constitue ici un levier majeur d'internationalisation des SHS. Il opère par le biais de politiques volontaristes, comme l'illustre le [Plan pluriannuel de coopérations avec l'Afrique](#) adopté en 2022. Mais l'Institut des sciences humaines et sociales assure également cette mission via l'infrastructure pérenne qu'il offre sur l'ensemble de l'enseignement supérieur et la recherche en

1. Amano T., Ramirez-Castañeda V., Berdejo-Espinola V., Borokini I., Chowdhury S., Golivets M. & al. 2023, The Manifold Costs of Being Non-Native English Speaker in Science, *PLoS Biology*, vol. 21, N°7.

2. Bertrand R. 2011, *L'Histoire à parts égales. Récits d'une rencontre, Orient-Occident (xvi^e-xvii^e siècle)*, Seuil.

France. Il permet des dynamiques transversales, dépassant les frontières que la compétition entre universités génère parfois entre réseaux concurrents. Dans les recrutements et les carrières, les sections du Comité national peuvent encourager l'internationalisation de nos unités. Les **outils proposés par l'InSHS** permettent de renouveler des viviers de spécialistes de terrains étrangers. Les **unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger** (UMIFRE), les *International Research Laboratories* (IRL), les *International Research Centers* (IRC), ainsi que les **Maisons des sciences de l'Homme** (MSH) et tous les types de réseaux internationaux (co-)financés par l'InSHS forment des pivots de la politique internationale du CNRS et des incubateurs de projets européens ou internationaux plus amples. Les dispositifs de la science ouverte (OpenEdition, DISTAM) jouent également un rôle intéressant³.

Les compétences au sein du CNRS ne sont pas toujours aisément identifiées, néanmoins, au-delà des unités spécialisées dans les études aréales⁴. Une cartographie au sein des unités et de leurs partenaires étrangers pourrait aider à consolider des canaux utiles. Avec toujours le même objectif : la promotion d'une internationalisation plurielle des SHS répondant aux défis d'aujourd'hui et de demain.

David Ambrosetti, directeur du laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM, UMR5115, CNRS / Sciences Po Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne)

Avec les contributions et relectures de : Sophie Bouffier, directrice de la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH, UAR3125, CNRS / AMU) ; Romeo Carabelli, ingénieur de recherche au sein de l'unité Cités, Territoires, Environnement et Sociétés (CITERES, UMR7324, CNRS / Université de Tours) ; Myriam Catusse, directrice de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, UAR3135, CNRS / MEAE) ; Serge Dauchy, directeur du Centre d'histoire judiciaire (CHJ, UMR8025, CNRS / Université de Lille) ; Marta Donazzan, directrice adjointe du Laboratoire de Linguistique de Nantes (LLING, UMR6310, CNRS / Nantes Université) ; Pierre Guibentif, directeur de la Maison des sciences de l'homme Paris-Saclay (UAR3683, CNRS / ENS-Paris-Saclay / Université Paris-Saclay / Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines) ; Laure de Verdalle, directrice adjointe du Laboratoire PRINTEMPS (Professions, Institutions, Temporalités) (UMR8085, CNRS / Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines)

contact&info

► David Ambrosetti,
LAM

d.ambrosetti@sciencespo-
bordeaux.fr

3. En 2021, les ouvrages portant sur « les Suds » ne constituaient que quelques 10 % du catalogue OpenEdition mais ils étaient 70 à figurer parmi les 100 ouvrages les plus lus sur la plateforme. Les ouvrages rédigés dans d'autres langues que le français (12 % du catalogue) étaient également surreprésentés parmi les 100 ouvrages les plus lus sur OpenEdition, avec 52 titres. Données collectées en 2021 par Bastien Miraucourt, ingénieur de recherche au CNRS, responsable des éditions pour le laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM, UMR5115, CNRS / Sciences Po Bordeaux / Université Bordeaux Montaigne), les UMIFRE IFRA Kenya / IFRA Nigeria / IFAS / SFDAS de l'unité Afrique au Sud du Sahara (UAR3336, CNRS / MEAE) et le Centre français d'études éthiopiennes à Addis Abeba (CFEE, UAR3137, CNRS / MEAE), et spécialiste d'OpenEdition.

4. Ce constat a également été établi par le groupe de travail sur la recherche et l'international (coordonné par Natacha Aveline) au sein de l'actuel Conseil scientifique de l'InSHS.

L'engagement des chercheurs et la recherche empêchée

Le collectif rassemblé à l'occasion de cette journée pour réfléchir à l'engagement des chercheurs et à la recherche empêchée réunit des directions d'unités dédiées aux études aréales, avec un intérêt spécifique porté sur un espace s'étendant du Moyen-Orient à l'Asie centrale. Aussi, les axes de réflexion partagés se sont principalement concentrés sur la question des terrains, des mobilités et des sciences sous contraintes.

En effet, la relation au terrain de recherche est une composante fondamentale des sciences humaines et sociales en général, avec des entraves et questionnements singuliers ou amplifiés dans certains contextes. Lieux de collecte de sources et de données, les terrains sont aussi des espaces de production de savoirs situés. « Faire du terrain » crée des communautés, renforce des réseaux scientifiques et institutionnels, à la fois localement et par-delà les frontières, autant qu'ils consolident des liens interpersonnels. La « pratique du terrain », sa familiarité, la maîtrise de langues d'échange vernaculaires sont indispensables à la compréhension des espaces, des sociétés, des cultures étudiées. Pourtant, les tensions géopolitiques croissantes, les enjeux diplomatiques, les guerres, les crises sanitaires ou sécuritaires, entravent souvent les mobilités internationales et la circulation féconde des savoirs. La fermeture de certains terrains est un facteur important

d'empêchement de la recherche, en ce qu'elle paralyse la collecte de données comme la construction partagée de connaissances : des sites archéologiques ou patrimoniaux, des corpus de textes ou d'objets, des groupes enquêtés, parfois même des pays entiers apparaissent inaccessibles pour des missions, tant pour les doctorantes que pour les titulaires... La disparition des données elles-mêmes peut être une conséquence des politiques ou des contextes de guerre et répression souvent concomitants à ces interdictions d'accès (restaurations ré-interprétatives, destruction de sites ou de corpus, etc.). Au-delà de la mise à distance des objets étudiés, d'autres restrictions peuvent porter sur les libertés académiques elles-mêmes, devant faire l'objet d'une attention particulière, puisque les sciences humaines et sociales, leurs métiers et leurs professionnels, qu'ils soient originaires de ces pays ou qu'ils proviennent de l'étranger, font les frais de politiques autoritaires qui les ciblent directement. Être privé d'accès au terrain ou privé de libertés académiques sur place, c'est nécessairement affaiblir les réseaux et la formation des jeunes chercheurs et chercheuses ; c'est aussi dégrader l'état des savoirs particuliers. Paradoxalement, la demande d'expertise s'accroît à mesure que se ferment les terrains complexes. L'enjeu est dès lors de maintenir une recherche scientifique de haut niveau au sein des institutions françaises, ainsi qu'une offre de formation autour de ces sociétés, afin d'assurer une transmission des compétences dans ces domaines.